



Démission en milieu militaire et précisions

Par Visiteur

Bonjour voici ma situation:

je suis médecin militaire, je me suis engagé à 19ans en entrant à l'école du service de santé des armées de bordeaux, j'ai réalisé mon cursus universitaire (9ans) en étant payé donc par l'armée vu que même si on est étudiant on est avant tout militaire d'un point de vu statutaire. De ce fait, en contre partie de notre formation longue et couteuse, nous avons à l'issu un "lien au service" très long dont la durée est proportionnelle au nombre d'année d'étude. Je suis médecin diplômé et en poste en unité depuis à présent bientôt 3 ans. Je ne sais pas exactement de combien est mon lien au service mais il doit être encore de plus de 10ans, voire 15...

Je me pose beaucoup de question concernant mon avenir et je souhaiterais avoir des informations sur les différentes possibilités juridiques pour pouvoir démissionner ou rompre mon contrat (qui n'est pas vraiment un contrat vu que je suis militaire de carrière).

Je sais qu'on peut se faire reformer pour raison médicale mais à part pour raison psychiatrique, ce qui est long et difficile, existe il d'autres possibilités?

je sais que plusieurs de mes camarades sont dans le même cas que moi et que ca doit etre compliqué sinon il n'y aurait plus beaucoup de médecins militaires, mais cela me semble surréaliste qu'on puisse forcer quelqu'un à rester dans une institution où il ne souhaite plus être bien qu'il ait signé un contrat. Pour ma part à l'époque on avait droit à 2 ans pour pouvoir démissionner, mais difficile de se faire une idée de notre futur métier et de ses contraintes alors qu'on est encore en formation, et ce d'autant plus que la formation est de 9 ans! je suis reconnaissant à l'armée de m'avoir payé ma formation et je comprend qu'un remboursement des frais engagés puissent être demandé mais forcer quelqu'un à rester me dépasse un peu... dans une entreprise privé ou publique on peut démissionner non? pourquoi est ce différent en milieu militaire?

quels sont les recours juridiques possibles à cette situation?

Voilà, j'espère que vous pourrez m'apporter quelques éléments même si je suis assez pessimiste sur le sujet.

Par Visiteur

Cher monsieur,

Je me pose beaucoup de question concernant mon avenir et je souhaiterais avoir des informations sur les différentes possibilités juridiques pour pouvoir démissionner ou rompre mon contrat (qui n'est pas vraiment un contrat vu que je suis militaire de carrière).

Je sais qu'on peut se faire reformer pour raison médicale mais à part pour raison psychiatrique, ce qui est long et difficile, existe il d'autres possibilités?

je sais que plusieurs de mes camarades sont dans le même cas que moi et que ca doit etre compliqué sinon il n'y aurait plus beaucoup de médecins militaires, mais cela me semble surréaliste qu'on puisse forcer quelqu'un à rester dans une institution où il ne souhaite plus être bien qu'il ait signé un contrat. Pour ma part à l'époque on avait droit à 2 ans pour pouvoir démissionner, mais difficile de se faire une idée de notre futur métier et de ses contraintes alors qu'on est encore en formation, et ce d'autant plus que la formation est de 9 ans! je suis reconnaissant à l'armée de m'avoir payé ma formation et je comprend qu'un remboursement des frais engagés puissent être demandé mais forcer quelqu'un à rester me dépasse un peu... dans une entreprise privé ou publique on peut démissionner non? pourquoi est ce différent en milieu militaire?

quels sont les recours juridiques possibles à cette situation?

Il est particulièrement difficile de démissionner lorsque le militaire est sous contrat, où lorsqu'il est de carrière mais qu'il est astreint à une obligation de service.

En effet, conformément à l'article L. 4139-13 du code de la défense: « la résiliation du contrat ne peut être acceptée que pour des motifs exceptionnels » et sur le décret du 20 décembre 1973 disposant que la demande doit être agréée par le ministre des armées « dans le cas d'un motif grave d'ordre personnel ou familial ».

IL en résulte pour pouvoir obtenir la résiliation, vous devez démontrer un motif grave d'ordre personnel, et l'appréciation de cette gravité est particulièrement stricte.

Pour l'exemple, je vous joins une jurisprudence rendue en la matière.

Jugement rendu par Tribunal administratif de Rennes
4e ch. 19 juin 2008 n° 0800386 :

Considérant qu'aux termes de l'article L 4139-13 du code de la défense : « La démission du militaire de carrière ou la résiliation du contrat du militaire servant en vertu d'un contrat, régulièrement acceptée par l'autorité compétente, entraîne la cessation de l'état militaire. La démission ou la résiliation du contrat [...] ne peut être acceptée que pour des motifs exceptionnels, lorsque, ayant reçu une formation spécialisée ou perçu une prime liée au recrutement ou à la fidélisation, le militaire n'a pas atteint le terme du délai pendant lequel il s'est engagé à rester en activité » ; que l'article 21 du décret du 20 décembre 1973 dispose que : « Les engagements visés au titre 1er du présent décret sont résiliés : [...] 3° Sur demande de l'engagé agréée par le ministre des Armées dans le cas d'un motif grave d'ordre personnel ou familial dûment reconnu, survenu depuis la signature de l'engagement » ;

Considérant, d'une part, qu'il ressort des pièces du dossier que la formation au brevet supérieur de technicien de l'armée de terre « chef de bord avion », qui a justifié l'obligation faite à M. Hijazi de renouveler son contrat d'engagement pour une durée de 5 ans à compter du 1er septembre 2007, ne comprend qu'un faible nombre d'heures de préparation, ne représente qu'un coût d'organisation limité et n'apporte pas une qualification supérieure aux intéressés dont le ministère de la Défense justifierait de la nécessité pour le bon fonctionnement de la défense nationale ; que, par ailleurs, M. Hijazi a reçu cette formation à la demande du ministère de la Défense, alors qu'il avait informé sa hiérarchie dès 2005 de son souhait de ne pas y participer afin de ne pas être tenu de renouveler son engagement ; qu'enfin, il est constant que, durant la majeure partie de l'année 2007, M. Hijazi n'a pas exercé ses fonctions de pilote mais a été affecté à l'exécution de tâches administratives, et que, ainsi, le ministre de la Défense ne peut sérieusement alléguer que les compétences de M. Hijazi seraient nécessaires au bon fonctionnement de l'unité au sein de laquelle il est affecté ; que, compte tenu de ces circonstances, le ministre de la Défense ne justifie pas qu'un intérêt public ferait obstacle à la résiliation avant son terme du contrat signé par M. Hijazi le 12 septembre 2006 ;

Considérant, d'autre part, qu'il ressort également des pièces du dossier que M. Hijazi vit une relation stable avec une ressortissante lituanienne avec laquelle il souhaite avoir un enfant et se marier ; que cette dernière, qui n'est pas francophone et a tenté sans succès d'exercer une activité professionnelle en France, vit à Dubaï (Emirats arabes unis), ainsi qu'une partie de la famille de M. Hijazi ; que, compte tenu de sa situation personnelle et familiale, M. Hijazi était bien fondé à demander la résiliation de son contrat sur le fondement des dispositions sus-rappelées du code de la défense et du décret du 20 décembre 1973 ; qu'en rejetant sa demande au seul motif que M. Hijazi avait souscrit un nouveau contrat d'engagement dans les conditions mentionnées ci-dessus, le ministre de la Défense a entaché sa décision d'une erreur manifeste d'appréciation ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que M. Hijazi est fondé à demander l'annulation de la décision, en date du 18 décembre 2007, par laquelle le ministre de la Défense a refusé tant d'annuler que de résilier son contrat souscrit auprès de l'armée de terre le 12 septembre 2006 ;

Sur les conclusions à fin d'injonction :

Considérant que, eu égard aux motifs du présent jugement, l'annulation de la décision, en date du 18 décembre 2007, par laquelle le ministre de la Défense a refusé tant d'annuler que de résilier son contrat souscrit auprès de l'armée de terre le 12 septembre 2006 implique nécessairement que le ministre de la Défense prononce la résiliation dudit contrat à compter du 13 juillet 2007, date à laquelle le ministre de la Défense a rejeté la demande de M. Hijazi ; qu'il y a lieu de lui enjoindre d'y procéder dans un délai d'un mois à compter de la notification de la présente décision ;

Décide :

Art. 1er : La décision, en date du 18 décembre 2007, par laquelle le ministre de la Défense a refusé tant d'annuler que de résilier le contrat souscrit par M. Hijazi auprès de l'armée de terre le 12 septembre 2006 est annulée.

Art. 2 : Il est enjoint au ministre de la Défense de prononcer la résiliation du contrat de M. Hijazi à compter du 13 juillet 2007 dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent jugement.

Art. 3 : L'Etat versera à Me Collet, avocat de M. Hijazi, une somme de 1 000 ? sur le fondement des dispositions de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 et de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, sous réserve que Me Collet renonce à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat

Ainsi, j'ai bien peur que vous n'ayez pas beaucoup de recours, sauf à tenter une procédure avec un avocat spécialisé mais aucun résultat n'est garanti.

Très cordialement.

Par Visiteur

Merci
cdlt